

MIRANDE EHPAD : Menace sur l'emploi

Les cordons de la bourse trop serrés



MIRANDE EHPAD : Menace sur l'emploi

L'EHPAD Saint Jacques en mauvaise santé

Grève des médecins et professions libérales des soins sur l'ensemble de la France, grèves dans les cliniques proches, Auch (Polyclinique de Gascogne, Clinique d'Embats), Aire sur Adour, Montauban. Dans ce concert de protestation, il en est d'autres qui voudraient bien se faire entendre : les personnels de l'EHPAD de l'hôpital Saint-Jacques de Mirande

Si quelques banderoles soulignent leur mécontentement sur les grilles de l'établissement l'écho fait à leur revendication est faible et ils se sentent abandonnés.

Jeudi, ils ont pu enfin se faire entendre auprès des élus de la communauté de commune Cœur d'Astarac en Gascogne qui tenaient conseil. Avec l'aval du Président Patrick Fanton, ceux-ci ont pu exposer à l'assemblée les problèmes et la situation dans lesquels l'établissement hospitalier se trouvait face à des diminutions budgétaires drastiques alors que la politique de maintien à domicile conduit à recevoir des personnes de plus en plus âgées et nécessitant par la même plus de soins et plus d'attention. La infrastructure de l'établissement certes est moderne et agréable, un bel écran mais conçu pour des patients majoritairement autonomes ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

La menace : suppression de postes 5 contrats à durée déterminée.

Des contrats à durée déterminée dont certains renouvelés régulièrement depuis plusieurs années, pour palier déjà à un manque de personnel. C'est dire si la situation va s'améliorer. Stress, accumulation d'heures de récupération impossible à prendre, augmentation des accidents de travail, des arrêts de maladie. Des conséquences que dénoncent les syndicats de l'établissement. Quant aux patients, premières victimes auxquelles on doit songer, ce sont des aliments trop longs, des prises de repas trop rapides, moins d'échanges relationnels avec les résidents qu'ils doivent subir.

Conséquences

Un prix de journée imposé, l'un des plus bas du département - mais à quel prix soulignent les membres de la délégation au sortir de la salle des conseils. Personnels soignants et non soignants sont de la même façon impactés. Entretien, hôtellerie, service d'animation, services administratifs partout la situation se dégrade selon eux. D'une douche par semaine serons nous obligés de passer à une douche par quinzaine ? Où est la qualité de vie ? Telles sont les constatations et les inquiétudes du personnel.

Les solutions

Premières mesures et minimales, le maintien des emplois CDD qui représentent tour de même 800 heures par mois. Revoir la convention tripartite devenue obsolète depuis 2012 et qui n'a toujours pas été renouvelée.



DSCN0856.JPG



DSCN0877.JPG